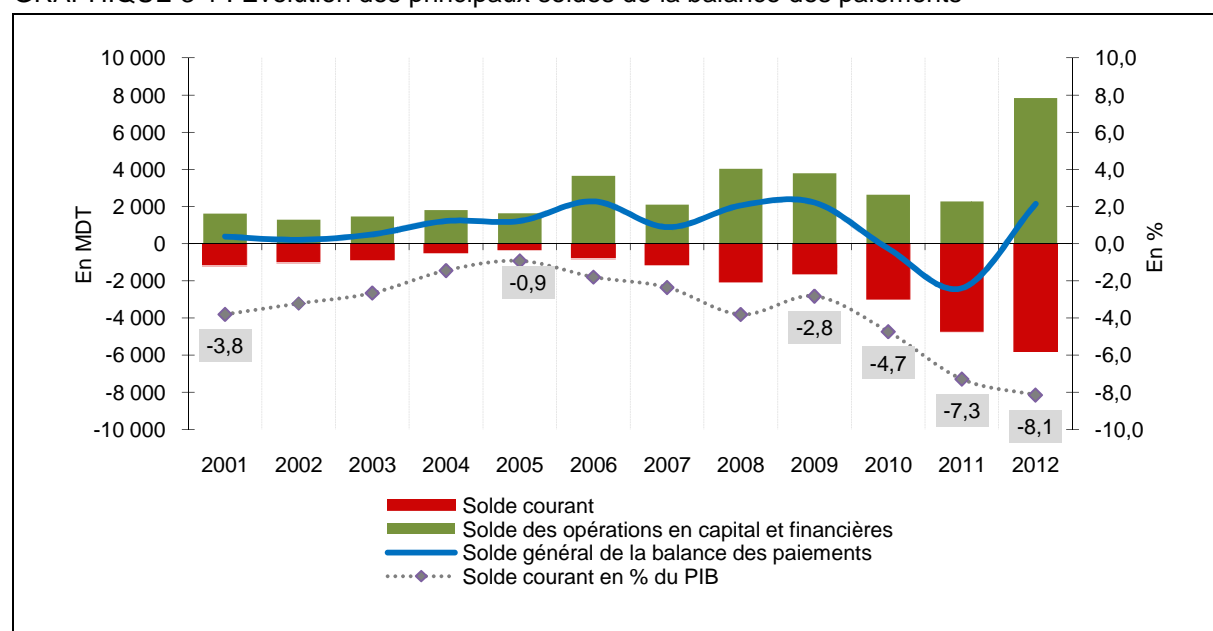


3 – PAIEMENTS EXTERIEURS

3-1. BALANCE DES PAIEMENTS

En dépit d'une conjoncture économique défavorable aux plans national et mondial, la balance générale des paiements a dégagé un excédent appréciable qui s'est élevé à plus de 2,1 milliards de dinars, résultat attribuable plutôt à la forte consolidation des entrées nettes de capitaux qui ont atteint 7,8 milliards de dinars alors que le déficit courant s'est élargi d'environ 22% et ce, en relation avec la forte détérioration de la balance commerciale qui a dégagé un déficit record de plus de 11,6 milliards de dinars. Néanmoins, la reprise des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs tunisiens à l'étranger ont permis d'atténuer la portée de l'élargissement du déficit commercial.

GRAPHIQUE 3-1 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements



Parallèlement, l'intensification des tirages sur les capitaux d'emprunt à MLT qui se sont élevés à plus de 5,7 milliards de dinars ainsi que la forte progression des flux entrants des investissements étrangers (+50,6%) ont permis de couvrir le déficit courant et de consolider le niveau des avoirs nets en devises. Ceux-ci ont atteint 12.576 MDT ou 119 jours d'importation au terme de l'année 2012 contre 10.581 MDT et 113 jours à la fin de 2011.

Pour l'année 2013, les résultats enregistrés au cours du premier trimestre font apparaître une atténuation du déficit courant de 222 MDT pour s'établir à 1.403 MDT ou 1,8% du PIB contre 2,3% au cours du premier trimestre de 2012, évolution qui s'explique, essentiellement, par la contraction du déficit commercial (FOB-CAF) de 7,4% pour se situer à 2.419 MDT. Par ailleurs, les recettes touristiques et les revenus de travail ont accusé une baisse au même taux de 2,8%.

Toutefois, la balance générale des paiements a dégagé, au cours de la période sous revue, un déficit qui s'est situé à 1.419 MDT contre 376 MDT au titre du 1^{er} trimestre 2012, soit un élargissement de 1.043 MDT. Ce résultat s'explique par la détérioration de la balance des opérations en capital et financières qui a dégagé un déficit de 16 MDT contre un excédent de 1.249 MDT une année auparavant sous l'effet conjugué du remboursement, au cours du mois de février 2013, de 330 millions d'euros (685 MDT) au titre de l'emprunt obligataire contracté en 2003 et de la contraction des flux entrants des IDE de 9,4% pour revenir à 374 MDT. Les avoirs nets en devises ont, en conséquence, baissé de 1.406 MDT par rapport à 2012 pour se situer à 11.170 MDT ou 104 jours d'importation au terme du premier trimestre 2013.

TABLEAU 3-1 : PRINCIPAUX SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EXTERIEURS

(En MDT sauf indication contraire)

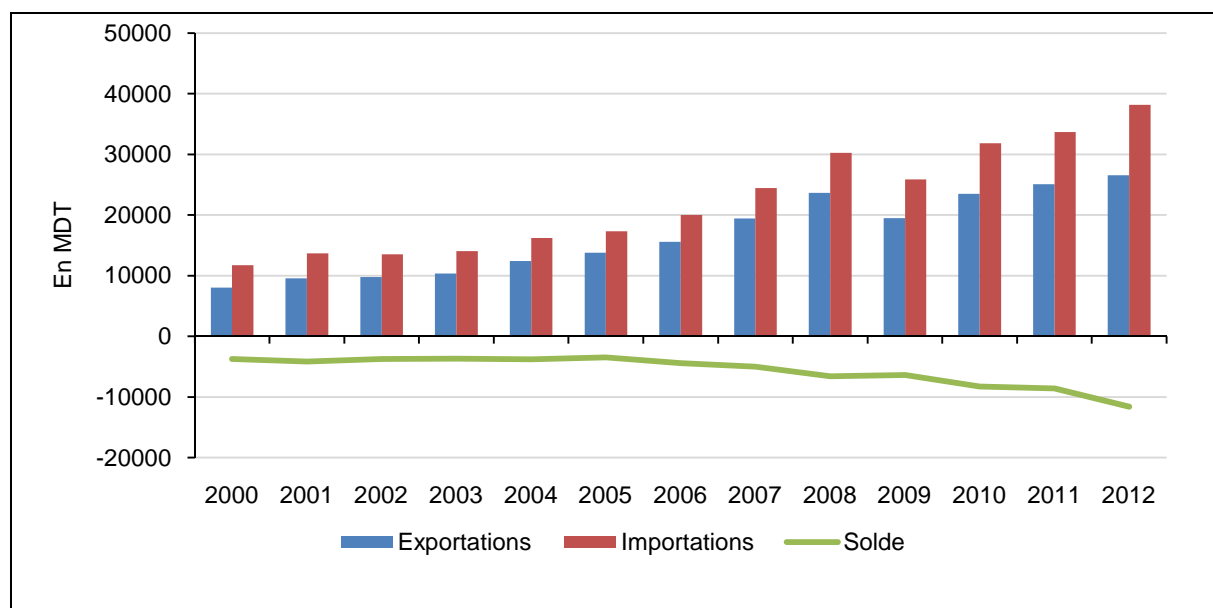
Désignation	2009	2010	2011	2012	2013*
Paiements courants	-1.666	-3.012	-4.766	-5.812	-5.646
<i>Déficit courant/PIB (en %)</i>	2,8	4,7	7,3	8,1	7,2
Marchandises (FOB-FOB)	-4.995	-6.548	-6.756	-9.535	-7.021
Services	3.409	3.522	2.102	3.053	
Revenus de facteurs et transferts courants	-80	14	-112	670	1.375
Opérations en capital et financières	3.781	2.632	2.279	7.830	5.346
Opérations en capital	222	118	258	701	425
Participations	1.940	1.873	547	2.404	2.600
Autres investissements	1.619	641	1.474	4.725	2.321
Opérations d'ajustement (flux nets)	89	106	96	120	
Solde général	2.204	-274	-2.391	2.138	-300
Avoirs nets en devises	13.353	13.003	10.581	12.576	-
<i>En jours d'importation</i>	186	147	113	119	-

* Budget économique pour l'année 2013.

3-1-1 Balance commerciale

L'évolution des échanges commerciaux a été marquée, au cours de l'année 2012, par une progression des importations (+13,3%) qui s'est accompagnée d'un accroissement moins soutenu des exportations (+5,8%). Le déficit commercial, exprimé FOB-CAF, s'est dans ce contexte élargi de plus de 3 milliards de dinars ou 35,2% pour se situer à 11.635 MDT contre 8.604 MDT une année auparavant. Le taux de couverture s'est, par conséquent, inscrit en baisse de 5 points de pourcentage pour revenir à 69,5%.

GRAPHIQUE 3-2 : Evolution des échanges commerciaux



L'analyse de la balance commerciale de la Tunisie fait ressortir en 2012 une forte aggravation du déficit de la balance énergétique et de celui de la balance alimentaire qui ont contribué ensemble à près de 40% dans l'élargissement du déficit commercial. La balance des biens de consommation a également connu une forte détérioration passant, d'une année à l'autre, d'un excédent de 820 MDT à un déficit de 382 MDT.

TABLEAU 3-2 : PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR

(En MDT sauf indication contraire)

Désignation	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations FOB	23.637,0	19.469,2	23.519,0	25.091,9	26.547,7
<i>Variation en %</i>	21,8	-17,6	20,8	6,7	5,8
Importations CAF	30.241,2	25.877,6	31.816,7	33.695,4	38.182,7
<i>Variation en %</i>	23,8	-14,4	23,0	5,9	13,3
Déficit commercial (FOB-CAF)	6.604,2	6.408,4	8.297,7	8.603,5	11.635,0
En % du PIB	12,0	10,9	13,1	13,2	16,3
* Taux de couverture (en %)	78,2	75,2	73,9	74,5	69,5
* Taux d'ouverture (en %)	97,7	77,0	87,1	89,9	90,7
* Taux d'effort à l'exportation (en %)	42,9	33,1	37,0	38,4	37,2
* Taux de dépendance (en %)	54,9	43,9	50,1	51,6	53,5
* Taux de pénétration (en %)	49,0	39,6	44,3	45,6	46,0

Source : Institut national de la statistique

Evalués aux prix constants, les échanges commerciaux ont enregistré une baisse des exportations de 0,5% et une augmentation des importations de 8,1%, évolutions qui reflètent une progression des prix aussi bien à l'exportation qu'à l'importation de 6,3% et 4,8% respectivement, donnant lieu à une amélioration des termes de l'échange de 1,7% par rapport à l'année 2011.

TABLEAU 3-3 : EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX AU COURS DE L'ANNEE 2012

(En MDT sauf indication contraire)

Secteur	Agri. et Ind. Agro-Alim.	Energie	Mines, Phosphate et Dérivés	Textile, habillement, cuirs et chaussures	I.M.E	Autres Ind. Manuf.	Total
Echanges commerciaux							
Exportations aux prix courants	2.577,2	4.450,4	1.649,6	5.927,8	9.714,8	2.227,9	26.547,7
<i>Variation aux prix courants en %</i>	-0,6	21,9	26,8	-7,1	4,7	17,6	5,8
<i>Variation aux prix constants en %</i>	-1,9	8,8	22,0	-8,3	-0,4	7,4	-0,5
Importations aux prix courants	4.213,9	6.404,5	964,1	4.273,2	15.952,9	6.374,1	38.182,7
<i>Variation aux prix courants en %</i>	6,6	33,4	42,5	-5,5	12,2	15,3	13,3
<i>Variation aux prix constants en %</i>	8,8	18,4	21,3	-5,6	9,1	10,9	8,1
Solde commercial aux prix courants	-1.636,7	-1.954,1	685,5	1.654,6	-6.238,1	-4.146,2	-11.635,0

Source : Institut national de la statistique

Le ralentissement des exportations, qui se sont situées à 26.548 MDT en 2012, a surtout porté la marque de la baisse de 7,1% des ventes du secteur des textiles, habillement, cuirs et chaussures et de la décélération de celles du secteur des industries mécaniques et électriques (+4,7% contre +14,9% en 2011). En revanche, les ventes des autres secteurs d'activité ont enregistré une forte progression, à l'exception de celui de l'agriculture et des industries agroalimentaires, dont les exportations se sont inscrites en légère baisse (-0,6%). Les ventes des produits traditionnels de ce secteur, notamment l'huile d'olive et les dattes ont, en effet, évolué à des rythmes soutenus en 2012, soit 47% et 15,8%, respectivement, alors que celles des produits alimentaires peu coutumiers, à l'instar de l'huile de soja, du sucre, de la farine de blé et du maïs se sont inscrites en baisse.

Pour les autres secteurs d'activité, la hausse des ventes a concerné, en particulier, celui des mines, phosphates et dérivés (+26,8%) après la forte baisse (-39,7%) enregistrée en 2011, année durant laquelle l'activité d'extraction du phosphate brut a été fortement affectée par les perturbations au niveau des sites de production. Quant aux exportations du secteur de l'énergie, leur accélération (+21,9%) est attribuable à la reprise des ventes des produits raffinés, après la chute enregistrée durant toute la période de réparation de la seule raffinerie du pays en 2011.

Les exportations du secteur des autres industries manufacturières se sont également inscrites en hausse de 17,6%, en relation avec la reprise des expéditions de ces produits vers la Libye après la chute de l'ancien régime.

Sur un autre plan, l'analyse des importations, qui se sont élevées à 38.183 MDT en 2012, fait ressortir un accroissement des achats de tous les groupes de produits, notamment les produits énergétiques (+33,4%), les produits alimentaires (+11,6%) et les biens d'équipement (+14,2%).

L'accroissement des importations des produits alimentaires a surtout concerné les céréales (orge, blé dur, maïs), les viandes rouges (les moutons vivants et les viandes congelées) et l'huile de tournesol, alors que la hausse des achats des produits énergétiques est attribuable principalement au dédoublement de l'approvisionnement du gaz naturel auprès de l'Algérie et de la forte hausse des importations du pétrole brut qui se sont élevées à 1.342 MDT en 2012.

Quant à la progression des importations des biens d'équipement à un rythme soutenu, elle est, essentiellement, due à l'intensification des investissements dans les moyens de transport, notamment maritime, avec l'acquisition d'un bateau (Tanit) d'une valeur de l'ordre de 405 MDT.

TABLEAU 3-4 : EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX PAR REGIME

(En MDT, sauf indication contraire)

Désignation	2008	2009	2010	2011	2012	Variations en %	
						2011 2010	2012 2011
Exportations FOB	23.637,0	19.469,2	23.519,0	25.091,9	26.547,7	6,7	5,8
Régime général	11.091,4	7.596,5	9.157,9	8.681,9	10.200,3	-5,2	17,5
Régime off shore	12.545,6	11.872,7	14.361,1	16.410,0	16.347,4	14,3	-0,4
Importations CAF	30.241,2	25.877,6	31.816,7	33.695,4	38.182,7	5,9	13,3
Régime général	21.681,9	18.132,0	21.969,8	22.751,9	27.438,3	3,6	20,6
Régime off shore	8.559,3	7.745,6	9.846,9	10.943,5	10.744,4	11,1	-1,8
Solde commercial FOB – CAF¹	-6.604,2	-6.408,4	-8.297,7	-8.603,5	-11.635,0	-305,8	-3.031,5
Régime général ¹	-10.590,5	-10.535,5	-12.811,9	-14.070,0	-17.238,0	-1.258,1	-3.168,0
Régime off shore ¹	3.986,3	4.127,1	4.514,2	5.466,5	5.603,0	952,3	136,5

¹ Variation en MDT

Source : Institut national de la statistique

Répartis par régime, les échanges commerciaux font apparaître une aggravation du déficit sous le régime général (+22,5%) imputable à la forte hausse des importations (+20,6%) qui a surtout concerné les produits alimentaires et les produits énergétiques. Les exportations sous ce régime ont, à leur tour, connu un accroissement, mais à un rythme moins accentué que celui des importations soit 17,5%, évolution qui a essentiellement touché le secteur des industries extractives.

Par ailleurs, les échanges commerciaux réalisés sous le régime off-shore ont connu un fléchissement, portant la marque de la baisse de la demande émanant des pays de l'Union Européenne et destinée principalement aux produits des secteurs des textiles, habillement, cuirs et chaussures, et celui des industries mécaniques et électriques.

Encadré 3-1 : Incidences de certains facteurs internes et externes sur l'évolution des échanges commerciaux de la Tunisie en 2012

Les échanges commerciaux de la Tunisie ont été marqués en 2012 par la situation socio-politique qui a prévalu au niveau national au cours de cette année mais également par des facteurs exogènes liés à la conjoncture économique internationale, notamment dans les pays de la Zone Euro, principaux partenaires de la Tunisie :

(A suivre)

Suite encadré 3-1

Au niveau interne

- Forte progression de la demande principalement des biens de consommation importés, composés essentiellement de voitures de tourisme, de produits de luxe, de produits pharmaceutiques et d'appareils électriques et mécaniques. La progression des importations des biens de consommation s'est, en effet, poursuivie jusqu'à la fin du 3^{ème} trimestre, enregistrant un taux d'accroissement de 15,5%, situation qui s'est accompagnée par une accélération des crédits à la consommation octroyés par les banques pour le financement de ces acquisitions.

Durant le 4^{ème} trimestre, les achats des biens de consommation ont enregistré un ralentissement notable (+3%). **La circulaire de la BCT aux banques n°2012-17 du 4 octobre 2012** concernant les mesures relatives aux crédits à la consommation aurait, en effet, permis d'atténuer la forte accélération des importations de ce groupe de produits.

- Intensification des importations du secteur énergétique (+33,4%), attribuable à plusieurs facteurs, dont l'essentiel a concerné :

* la forte demande du gaz naturel en relation, principalement, avec l'augmentation de l'électricité produite à partir de ce produit (en remplacement partiel du fuel) ainsi que l'accroissement de la consommation pour le chauffage domestique (imputable à une vague de froid intense au cours des mois de janvier et de février 2012),

* la diminution de la production nationale qui s'est traduite par le dédoublement des importations du gaz naturel auprès de l'Algérie,

* la reprise de l'activité de la raffinerie de Bizerte à partir de la 2^{ème} moitié de 2011 (après un arrêt pour entretien) et dont l'activité a atteint son niveau habituel en 2012, engendrant une progression de 248,3% des importations du pétrole brut,

* la baisse limitée (-2,1%) des importations des produits raffinés, en dépit de la reprise de l'activité de raffinage à la STIR en relation, essentiellement, avec la stratégie de reconstitution des stocks, après une forte utilisation en 2011 et l'accroissement de la consommation du Kérosène lié à la reprise du secteur du transport induite par le redressement de l'activité touristique.

Au niveau externe

- Baisse de la demande en provenance de l'Union Européenne en relation avec la poursuite des effets de la crise de la dette souveraine qui a fortement affecté cette zone. Ce repli a particulièrement touché la demande adressée aux produits nationaux du secteur des textiles, habillement, cuirs et chaussures et du secteur des industries mécaniques et électriques. Les exportations de ces deux secteurs, qui représentent près de 60% du total des exportations tunisiennes, sont expédiées à concurrence de 95% vers le marché communautaire. Elles ont enregistré au terme de l'année 2012 une régression pour le premier secteur (-7,1%) et un fort ralentissement pour le second (+4,7%).

- Fin des troubles en Libye (notre premier client en dehors de l'Union Européenne) : il est à rappeler que la physionomie des exportations vers ce pays a connu un changement majeur suite à la révolution survenue en 2011. En effet, la Tunisie a servi, au cours de cette période, de lieu de transit pratiquement exclusif des produits alimentaires via le poste frontalier de Ras jedir, entraînant une forte progression des exportations des produits alimentaires, pour représenter les trois-quarts des ventes vers ce pays.

Après la Révolution, les exportations des produits alimentaires ont accusé en 2012 un repli suite à la diversification des fournisseurs de ces produits à la Libye. La physionomie des produits exportés vers ce pays a subi un nouveau changement, avec le recul de la part des produits alimentaires, qui est revenue à 45% du total des exportations destinées à la Libye. En revanche, la part des industries diverses s'est améliorée pour atteindre 27,3% et ce, avec l'émergence des ventes des produits du BTP (ciment, céramique...) en relation avec les travaux de reconstruction entrepris actuellement en Libye.

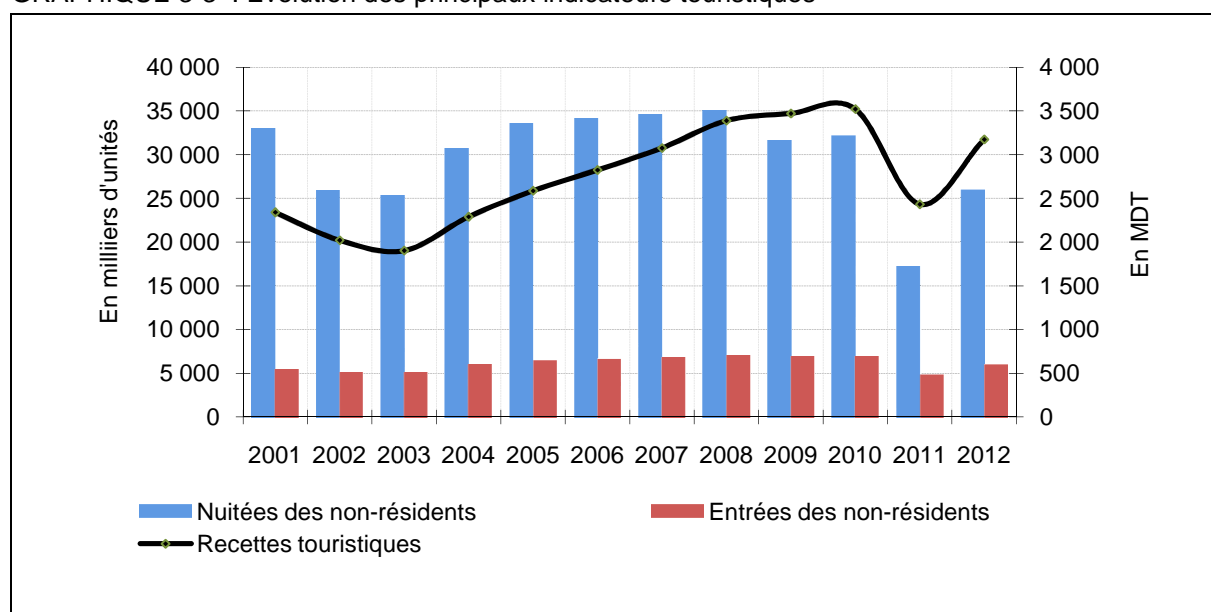
3-1-2 Balance des services

En s'élevant à 3.053 MDT, l'excédent de la balance des services s'est consolidé de 45,2% en 2012 et ce, après avoir enregistré une contraction de 40,3% en 2011, année marquée surtout par les événements politiques et sociaux survenus après la révolution. Ce résultat est attribuable, essentiellement, à la reprise des recettes générées par l'activité touristique ainsi que celles des

autres activités de services, notamment le transport, les grands travaux et services techniques ainsi que les services des communications.

En particulier, l'excédent de la balance des voyages s'est consolidé de 38,6% en 2012 pour s'établir à 2.551 MDT tirant profit, essentiellement, de la relance de l'activité touristique qui a généré des recettes de l'ordre de 3.175 MDT en progression de 30,5% par rapport à 2011 et ce, corrélativement avec la hausse des entrées et des nuitées des non-résidents de 24,4% et 50,6% pour s'élever à près de 6 millions de personnes et de 25,9 millions d'unités respectivement. Par zone géographique, la progression des entrées et des nuitées des non-résidents a, particulièrement, concerné les européens (+39% et +53,2% respectivement) et, à un rythme moins soutenu, les maghrébins (+19,3% et 29% respectivement). Le nombre de touristes en provenance de chacune de ces deux zones a atteint, respectivement, 3 et 2,8 millions en 2012.

GRAPHIQUE 3-3 : Evolution des principaux indicateurs touristiques



Sources : BCT et ONTT

Néanmoins, les résultats enregistrés par ce secteur en 2012 restent en deçà de ceux de 2010 de 13,8% et de 19,3% respectivement pour les entrées et les nuitées des non-résidents et de 9,9% pour les recettes en devises.

Outre les effets à caractère conjoncturel, qui ont affecté l'activité touristique depuis 2011, des problèmes structurels continuent à peser sur le rendement du secteur touristique en relation avec la politique commerciale peu agressive en comparaison avec d'autres pays concurrents tels que le Maroc, l'Egypte et la Turquie et la qualité de service qui mérite d'être améliorée par une mise à niveau de l'offre touristique focalisée, pour l'essentiel, sur le tourisme balnéaire et estival correspondant peu aux besoins d'une clientèle de plus en plus exigeante et diversifiée, tel que le témoigne le taux d'occupation qui se limite à 45,9% des capacités disponibles.

Sur un autre plan, les recettes au titre des soins médicaux ne cessent de se consolider d'une année à l'autre (+15,3%) grâce à la disponibilité d'un personnel médical hautement qualifié ainsi qu'à l'adoption par les cliniques d'une politique commerciale bien étudiée et basée sur une coopération avec des tours opérateurs spécialisés et le développement de sites web mettant en valeur l'atout dont dispose la Tunisie dans ce domaine.

En ce qui concerne la balance du transport, son déficit s'est contracté de 30,7% en 2012 pour revenir à 262 MDT, en relation avec la hausse des recettes à un rythme plus soutenu que celui des dépenses, soit 20,2% et 11,8% respectivement.

S'agissant des recettes, l'accroissement a concerné pratiquement toutes les composantes de cette balance. En particulier, celles inhérentes aux billets de passage, qui sont fortement corrélées à l'évolution de l'activité touristique, ont progressé de 26,9% pour atteindre 1.099 MDT. Les recettes relatives à la redevance gaz¹ perçue au titre du passage des deux gazoducs transcontinentaux reliant l'Algérie à l'Italie se sont accrues de 16,8% en 2012 pour s'établir à 750 MDT, augmentation qui reflète surtout la dépréciation du dinar vis-à-vis du dollar, monnaie de facturation.

Pour les dépenses de transport, composées principalement de fret au titre de marchandises, elles ont repris leur tendance haussière en 2012, en relation avec la progression soutenue des importations.

Quant à la balance des autres services, son excédent a continué à s'affermir, d'une année à l'autre, pour se situer à 764 MDT en 2012 contre 639 MDT en 2011. Les recettes et les dépenses à ce titre ont augmenté de 14,5% et 12,3%, respectivement, après avoir diminué de 8,1% et 13,2% une année auparavant.

En particulier, les recettes drainées par le secteur des télécommunications, secteur à forte valeur ajoutée qui a pu résister à l'environnement exceptionnel de 2011, ont progressé en 2012 de 9,2% tirant profit de la vigueur de la demande de ces produits.

Par ailleurs, les recettes à l'exportation au titre des grands travaux et services techniques, des frais commerciaux et négoce international, des primes et indemnités d'assurance ainsi que celles inhérentes aux services d'informatique et d'information, activités affectées en 2011 par la dégradation de la situation sécuritaire à l'échelle régionale, ont repris en 2012 leur tendance haussière.

Pour l'année 2013, l'excédent de la balance des services devrait légèrement se consolider sans dépasser celui de 2010. Les recettes touristiques enregistreraient une décélération par rapport à 2012, année ayant bénéficié d'un effet de retour après une année de crise. Les résultats de ce secteur resteraient, toutefois, tributaires du climat politique et surtout sécuritaire en Tunisie ainsi que de la vigueur de la reprise économique dans la Zone Euro.

3-1-3 Balance des revenus de facteurs et des transferts courants

La balance des revenus de facteurs et des transferts courants s'est nettement redressée en 2012 pour dégager un excédent de 670 MDT contre un déficit de 112 MDT en 2011 sous l'effet conjugué de la hausse des recettes de 22,2% et de la baisse des dépenses à ce titre de 0,9%.

Du côté des recettes, les revenus du travail rapatriés par les tunisiens travaillant à l'étranger ont augmenté de 25,4% en 2012 pour se situer à 3.539 MDT et ce, après avoir accusé une baisse de 4,4% une année auparavant.

S'agissant des apports en espèce à ce titre, ils ont progressé de 21,7% par rapport à 2011 pour se situer à 2.634 MDT, niveau qui a été, par ailleurs, amplifié par l'effet change découlant de la dépréciation, d'une année à l'autre, du dinar vis-à-vis de l'euro de 2,5% en terme de moyenne annuelle. Sans effet change, les revenus du travail en espèces n'auraient augmenté que de 16,4%.

Quant aux revenus du travail en nature, ils ont enregistré une évolution soutenue (+37,7%) pour s'élever à 905 MDT. La décision réglementaire prise en mai 2012 pour relever l'âge maximum des voitures importées sous le régime FCR de 3 à 5 ans, a contribué à l'accroissement de ces transferts.

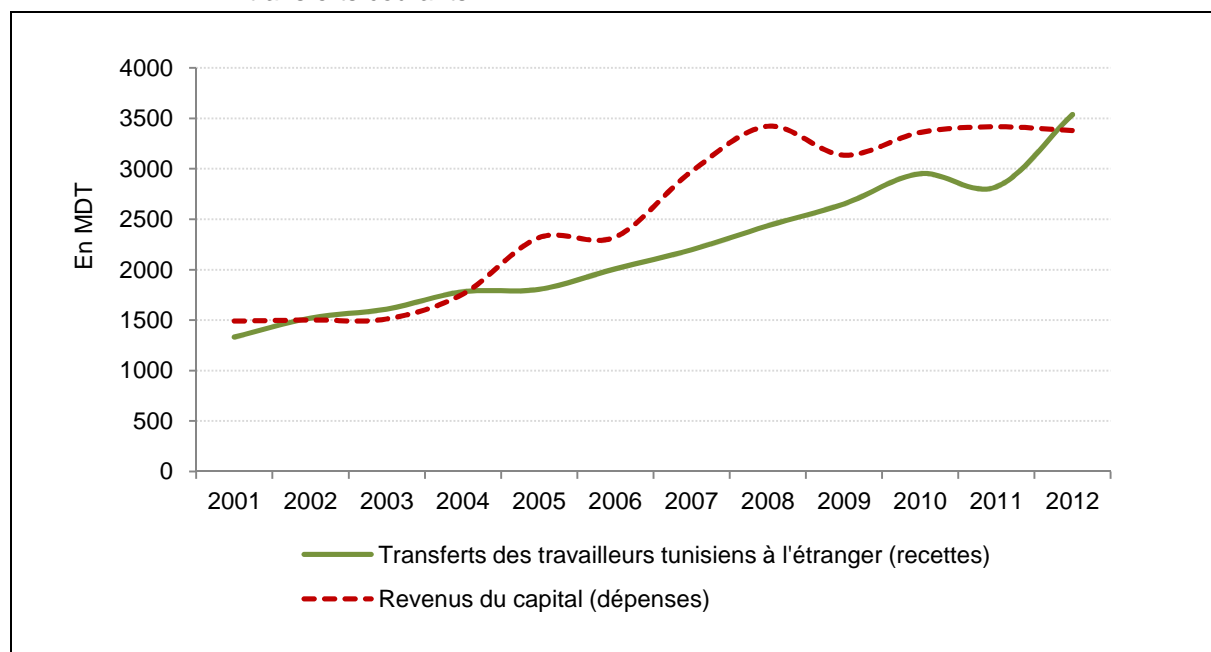
¹ La redevance gaz perçue en nature par l'Etat tunisien est évaluée selon les prix sur le marché international.

TABLEAU 3-5 : REVENUS DU TRAVAIL PAR MODE DE TRANSFERT

Année	Total		Apports en espèce		Apports en nature	
	En MDT	Variation en %	En MDT	En % du total	En MDT	En % du total
2008	2.436	10,8	1.929	79,2	507	20,8
2009	2.653	8,9	2.104	79,3	549	20,7
2010	2.953	11,3	2.333	79,0	620	21,0
2011	2.822	-4,4	2.165	76,7	657	23,3
2012	3.539	25,4	2.634	74,4	905	25,6

Quant aux dépenses au titre des revenus du capital, elles sont revenues de 3.418 MDT en 2011 à 3.381 MDT en 2012 corrélativement avec la contraction des revenus d'investissements transférés par les sociétés opérant dans le secteur énergétique de 4,2% et la décélération de ceux effectués par les entreprises d'investissements directs étrangers dans le secteur industriel en relation avec le ralentissement de leur activité. Quant aux intérêts de la dette à moyen et long terme, ils ont enregistré une hausse de 3,4% pour s'établir à 872 MDT.

GRAPHIQUE 3-4 : Evolutions des principaux postes de la balance des revenus de facteurs et des transferts courants



Pour l'année 2013, la balance des revenus de facteurs et des transferts courants devrait se consolider. Les recettes au titre des économies sur salaires rapatriées par les tunisiens travaillant à l'étranger augmenteraient à un rythme moins soutenu que celui enregistré en 2012, mais permettraient de couvrir, et au-delà, les dépenses au titre des revenus de capital qui, à leur tour, connaîtraient une tendance haussière en 2013 corrélativement avec l'accroissement attendu des revenus au titre des investissements étrangers.

3-1-4 Balance des opérations en capital et financières

Le solde excédentaire de la balance des opérations en capital et financières s'est nettement accru en 2012 pour atteindre 7.830 MDT, évolution attribuable à la forte consolidation des entrées de capitaux sous toutes les formes de financement. En particulier, les flux des IDE bénéficiant à la Tunisie et les tirages sur les capitaux d'emprunt à MLT se sont notablement affermis augmentant de 55% et 50,1%, respectivement, par rapport aux niveaux enregistrés en 2011.

TABLEAU 3-6 : EVOLUTION DES PRINCIPAUX SOLDES DE LA BALANCE DES OPERATIONS EN CAPITAL ET FINANCIERES (En MDT)

Désignation	2009	2010	2011	2012
- Opérations en capital	222	118	258	701
- Investissements étrangers	1.940	1.873	547	2.404
- Autres investissements ¹	1.619	641	1.474	4.725
Solde des opérations en capital et financières	3.781	2.632	2.279	7.830

¹ Il s'agit des opérations financières ayant trait aux capitaux de prêts-emprunts à moyen et long termes, aux avoirs et engagements à court terme ainsi qu'aux allocations en DTS.

De son côté, la balance des opérations en capital a dégagé un excédent qui s'est nettement accru par rapport à 2011 (+443 MDT) pour atteindre 701 MDT, en relation avec l'affermissement des concours financiers sous forme de dons en espèces. En particulier, l'Union Européenne a accordé à la Tunisie une enveloppe de 117 millions d'euros (238 MDT) destinée essentiellement au financement du programme d'appui budgétaire. Parallèlement, les Etats-Unis ont octroyé un don de 100 MUSD (159 MDT), ayant servi à honorer des remboursements d'emprunts contractés auprès de la BAD et de la Banque mondiale. La Libye et la Turquie ont aussi alloué des fonds à ce même titre pour des montants respectifs de 100 MUSD et 50 MUSD.

S'agissant de l'excédent de la balance des investissements étrangers, il a enregistré une hausse notable pour s'élever à 2.404 MDT en 2012 contre 547 MDT une année auparavant sous l'effet conjugué de la hausse des flux entrant d'investissements étrangers et de la baisse importante des dépenses à ce titre par rapport à celles enregistrées en 2011, année marquée par l'opération d'acquisition par des résidents de 25% du capital social de « Tunisiana ».

TABLEAU 3-7 : RECETTES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS (Engagements) (En MDT)

Secteur	2008	2009	2010	2011	2012
Energie	1.934	1.234	1.317	1.063	886
Industries manufacturières	642	772	574	331	532
Tourisme et immobilier	199	85	95	23	77
Télécommunications	40	154	127	194	758
Financier	371	0	43	0	243
Autres	213	34	9	5	8
Investissements directs étrangers	3.399	2.279	2.165	1.616	2.504
Investissements de portefeuille	198	78	253	102	83
Total	3.597	2.357	2.418	1.718	2.587

S'agissant des flux d'investissements directs étrangers (IDE) bénéficiant à la Tunisie, ils se sont inscrits en hausse de 55% pour se situer à 2.504 MDT, niveau qui a été, notamment, amplifié par les opérations de cession à des non-résidents de parts sociales des sociétés confisquées par l'Etat tunisien, pour une enveloppe globale de 855 MDT, soit plus du tiers des flux d'IDE enregistrés en 2012. Il s'agit de l'acquisition de 15% du capital social de « Tunisiana » par la société de télécommunications Qatarie « QTEL » pour une enveloppe de 410 MUSD (637 MDT) et de l'achat de 13% du capital de la Banque de Tunisie par la Banque Fédérative du Crédit Mutuel France (218 MDT), filiale d'un groupe français.

Par ailleurs, les flux d'investissements directs étrangers réalisés en 2012 ont représenté 3,5% du PIB contre 2,5% en 2011 et ont contribué au financement de 43,1% du déficit courant contre seulement le tiers en 2011.

Outre leur impact sur l'équilibre du secteur extérieur, les flux d'IDE réalisés hors énergie ont permis de réaliser 123 nouveaux projets et 185 projets d'extension ou de rénovation. Ces projets ont permis de créer 10.263 nouveaux postes d'emploi dont 8.944 dans le secteur des industries manufacturières.

La répartition des flux des investissements directs étrangers par secteur bénéficiaire fait ressortir en 2012 une nette reprise de tous les secteurs, à l'exception du secteur de l'énergie.

S'agissant des IDE bénéficiant au secteur des industries manufacturières, ils se sont fortement consolidés en 2012 (+60,7%) pour se situer à 532 MDT. Cette progression a concerné essentiellement le secteur des matériaux de construction et celui des industries mécaniques qui ont drainé des enveloppes de l'ordre de 128 MDT et 80 MDT, respectivement, contre 12 MDT et 42 MDT en 2011.

Parallèlement, les IDE bénéficiant au secteur des services ont enregistré une progression significative pour s'élever à 1.082 MDT contre 220 MDT en 2011. Ces flux ont été destinés au secteur des télécommunications pour un montant de 758 MDT dont l'essentiel correspond à l'opération d'acquisition par des non-résidents de 15% du capital de « Tunisiana ». Le secteur financier a, à son tour, bénéficié d'une enveloppe consistante en 2012 qui s'est élevée à environ 243 MDT dont 218 MDT au titre de la cession à des non-résidents de 13%, du capital de la Banque de Tunisie. Le reliquat, soit 25 MDT, représente la participation des non-résidents dans l'augmentation de capital d'Attijari Bank sous forme de conversion d'obligations en actions.

En revanche, les investissements réalisés dans le secteur de l'énergie ont accusé, pour la deuxième année consécutive, un fléchissement (-16,7%) pour revenir à 886 MDT, soit le plus bas niveau enregistré depuis 2006. Leur part dans le total des investissements directs a, par conséquent, baissé pour représenter que 35,4% du total en 2012 contre une moyenne de plus de 60% au cours des cinq dernières années (2007-2011). Cette contraction a surtout concerné l'investissement dans le domaine de l'exploration qui est revenu, d'une année à l'autre, de 525 MDT à 317 MDT, situation qui s'explique par le report de certains projets prévus dans ce domaine alors que ceux réalisés dans le cadre du développement se sont pratiquement maintenus au même niveau de 2011 pour se situer à 569 MDT.

Quant à la balance des investissements de portefeuille, elle a continué à dégager un déficit qui s'est, néanmoins, inscrit en baisse par rapport à celui enregistré en 2011, soit 24 MDT contre 62 MDT. Les recettes, composées principalement des acquisitions par des non-résidents d'actions dans des sociétés cotées sur la Bourse des valeurs mobilières de Tunis (BVMT), ont régressé à un rythme moins accéléré que celui des cessions réalisées à ce même titre soit 18,6% et 34,8% respectivement, pour se situer à 83 MDT et 107 MDT.

Concernant les dépenses au titre des IDE, elles se sont élevées à 91 MDT en 2012 contre 1.018 MDT en 2011 dont 840 MDT représentant l'acquisition par des résidents de 25 % de parts sociales de « Tunisiana ». En particulier, les investissements effectués par les résidents tunisiens à l'étranger ont continué en 2012 leur tendance baissière entamée depuis 2011 pour se limiter à 21 MDT et ce, en relation avec le ralentissement de l'activité des entreprises tunisiennes opérant à l'étranger, généralement orientée vers la promotion de leurs exportations. Parallèlement, les désengagements sous forme de rapatriements de matériels effectués par les compagnies pétrolières étrangères ont connu une baisse de 60 MDT pour revenir à 43 MDT, équipements importés au cours des dernières années par ces compagnies pour leurs besoins de prospection pétrolière et de forage.

Concernant la balance des autres investissements, elle a dégagé un excédent de 4.725 MDT contre 1.474 MDT en 2011, évolution imputable, essentiellement, à l'accroissement des entrées nettes de capitaux sous forme d'emprunts extérieurs à MLT de 1.584 MDT pour s'élever à 2.502 MDT. Cette situation s'explique par la progression des concours financiers sous forme de tirages à MLT de 50,1% alors que l'amortissement de la dette à MLT ne s'est accru que de 11,2%.

L'accroissement des tirages qui ont porté sur une enveloppe de 5.719 MDT a été marqué par l'accentuation de ceux bénéficiant à l'Administration qui ont représenté 83,1% du total soit 4.755 MDT. Ces fonds ont été contractés à concurrence de 42,1% sur les marchés financiers internationaux. Il s'agit de trois emprunts obligataires portant sur un montant total de

2 milliards de dinars. Le premier a été contracté avec des investisseurs Qataris pour 500 MUS\$ (761 MDT), alors que les deux autres émissions ont été réalisées sous des garanties par le gouvernement américain pour un montant de 485 MUS\$ (765 MDT) et par la Banque Japonaise de Coopération Internationale (JBIC) pour une enveloppe de 25 milliards de yens (474 MDT).

L'Etat a, en outre, contracté dans le cadre de la coopération multilatérale des emprunts extérieurs à MLT portant sur un montant global de 2.178 MDT mobilisé, essentiellement, dans le cadre du deuxième programme d'appui à la relance économique (PAR II). En particulier, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ont accordé deux nouvelles tranches qui s'inscrivent dans le cadre du Programme d'appui budgétaire pour le premier (386 MEUR) et le Programme d'appui à la relance économique et au développement inclusif pour le second (388 MEUR). Quant aux tirages réalisés par l'Administration dans le cadre bilatéral, ils se sont inscrits en baisse de 11,5% pour se situer à 577 MDT.

Les tirages bénéficiant aux entreprises se sont, en revanche, contractés de 26,3% pour revenir à 964 MDT, évolution qui traduit, en fait, le niveau limité des investissements nationaux réalisés en 2012. Ces ressources ont été, essentiellement, destinées au financement des projets dans les secteurs de l'énergie (523 MDT), financier (157 MDT) et du transport (150 MDT).

TABLEAU 3-8 : VENTILATION DES TIRAGES ET DE L'AMORTISSEMENT DE LA DETTE A MLT PAR TYPE DE COOPERATION (En MDT)

Désignation	Tirages			Amortissement			Flux nets		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Coopération bilatérale	693	1.174	832	884	753	817	-191	421	15
Administration	361	652	577	444	382	399	-83	270	178
Entreprises	332	522	255	440	371	418	-108	151	-163
Coopération multilatérale	1.948	2.317	2.887	852	858	1.030	1.096	1.459	1.857
Administration	781	1.851	2.178	425	451	537	356	1.400	1.641
Entreprises	1.167	466	709	427	407	493	740	59	216
Marchés financiers	0	320	2.000	698	1.282	1.370	-698	-962	630
Administration	0	0	2.000	587	1.165	992	-587	-1.165	1.008
Entreprises	0	320	0	111	117	378	-111	203	-378
Total	2.641	3.811	5.719	2.434	2.893	3.217	207	918	2.502
Administration	1.142	2.503	4.755	1.456	1.998	1.928	-314	505	2.827
Entreprises	1.499	1.308	964	978	895	1.289	521	413	-325

Sur un autre plan, les remboursements au titre du principal de la dette à MLT réalisés en 2012 ont accusé une décélération par rapport à ceux effectués en 2011 (11,2% contre 18,9%) pour s'établir à 3.217 MDT. Ceux effectués par l'Etat ont accusé une légère baisse (-3,5%) pour se situer à 1.928 MDT dont 992 MDT (650 MUS\$) représentent le remboursement du principal de l'emprunt obligataire « Global dollar » émis en 2002. En revanche, l'amortissement de la dette à MLT réalisé par les entreprises a fortement progressé (+44%) pour atteindre 1.289 MDT, évolution qui porte la marque du remboursement par anticipation au cours du mois de décembre 2012 de la totalité de l'emprunt syndiqué de 230 MUS\$ contracté par « Zitouna télécom » auprès d'un pool bancaire.

GRAPHIQUE 3-5 : Structure du financement extérieur

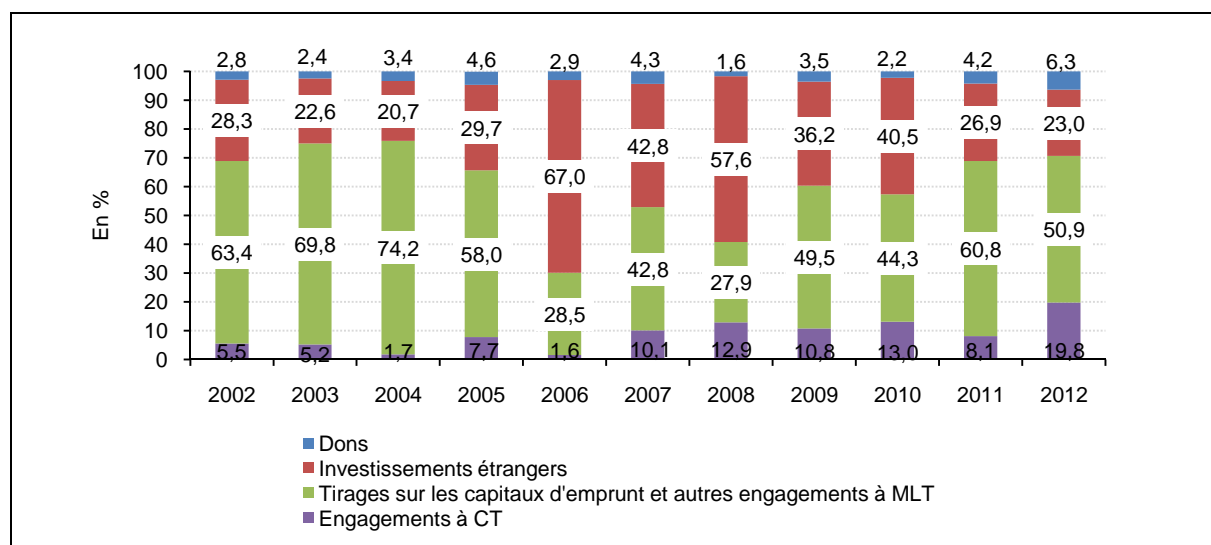


TABLEAU 3-9 : EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES AU TITRE DES PAIEMENTS COURANTS (En MDT sauf indication contraire)

	2008	2009	2010	2011	2012	Variations en %	
						2011 2010	2012 2011
Solde courant	-2.109	-1.666	-3.012	-4.766	-5.812		
Total recettes courantes	34.089	29.995	35.268	35.201	38.884	-0,2	10,5
Total dépenses courantes	36.198	31.661	38.280	39.967	44.696	4,4	11,8
Solde commercial (FOB)	-4.941	-4.995	-6.548	-6.756	-9.535		
Exportations (FOB)	23.637	19.469	23.519	25.092	26.548	6,7	5,8
Importations (FOB)	28.578	24.464	30.067	31.848	36.083	5,9	13,3
Solde des services	3.257	3.409	3.522	2.102	3.053		
Recettes des services	7.409	7.425	8.310	6.728	8.204	-19,0	21,9
Dépenses des services	4.152	4.016	4.788	4.626	5.151	-3,4	11,3
Solde des transports	37	-138	-81	-378	-262		
Recettes des transports	2.335	1.866	2.202	1.899	2.283	-13,8	20,2
Dépenses des transports	2.298	2.004	2.283	2.277	2.545	-0,3	11,8
Solde des voyages	3.074	3.185	3.003	1.841	2.551		
Recettes des voyages	3.639	3.745	3.786	2.695	3.478	-28,8	29,1
<i>dont : tourisme</i>	<i>(3.390,2)</i>	<i>(3.471,9)</i>	<i>(3.522,5)</i>	<i>(2.432,6)</i>	<i>(3.175,3)</i>	<i>(-30,9)</i>	<i>(30,5)</i>
Dépenses des voyages	565	560	783	854	927	9,1	8,5
Solde des autres services	146	362	600	639	764		
Recettes des autres services	1.435	1.814	2.322	2.134	2.443	-8,1	14,5
Dépenses des autres services	1.289	1.452	1.722	1.495	1.679	-13,2	12,3
Solde des revenus de facteurs et des transferts courants	-425	-80	14	-112	670		
Recettes des revenus de facteurs et des transferts courants	3.043	3.101	3.438	3.381	4.132	-1,7	22,2
<i>dont : revenus du travail</i>	<i>(2.435,9)</i>	<i>(2.652,6)</i>	<i>(2.953,4)</i>	<i>(2.821,9)</i>	<i>(3.538,8)</i>	<i>(-4,4)</i>	<i>(25,4)</i>
Dépenses des revenus de facteurs et des transferts courants	3.468	3.181	3.424	3.493	3.462	2,0	-0,9
<i>dont : intérêts de la dette à MLT</i>	<i>(858,9)</i>	<i>(871,5)</i>	<i>(835,0)</i>	<i>(844,1)</i>	<i>(872,4)</i>	<i>(1,1)</i>	<i>(3,4)</i>

TABLEAU 3-10 : EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES AU TITRE DES OPERATIONS EN CAPITAL ET FINANCIERES (En MDT sauf indication contraire)

	2008	2009	2010	2011	2012	Variations en %	
						<u>2011</u> 2010	<u>2012</u> 2011
Solde des opérations en capital et financières	4.022	3.781	2.632	2.279	7.830		
Recettes des opérations en capital et financières	6.252	6.542	5.977	6.387	11.252	6,9	76,2
Dépenses des opérations en capital et financières	2.230	2.761	3.345	4.108	3.422	22,8	-16,7
Solde des opérations en capital	97	222	118	258	701		
Recettes des opérations en capital	101	227	130	266	708	104,6	166,2
Dépenses des opérations en capital	4	5	12	8	7	-33,3	-12,5
Solde des opérations financières	3.925	3.559	2.514	2.021	7.129		
Recettes des opérations financières	6.151	6.315	5.847	6.121	10.544	4,7	72,3
Dépenses des opérations financières	2.226	2.756	3.333	4.100	3.415	23,0	-16,7
• Solde des investissements étrangers	3.156	1.940	1.873	547	2.404		
Recettes des investissements étrangers	3.602	2.366	2.428	1.729	2.602	-28,8	50,5
<i>dont : flux des IDE entrant</i>	3.399	2.279	2.165	1.616	2.504	-25,4	55,0
Dépenses des investissements étrangers	446	426	555	1.182	198	113,0	-83,2
• Solde des autres investissements	769	1.619	641	1.474	4.725		
Recettes au titre des autres investissements	2.549	3.949	3.419	4.392	7.942	28,5	80,8
<i>dont : tirages sur les capitaux d'emprunts à MLT</i>	1.745	2.726	2.641	3.811	5.719	44,3	50,1
Administration	833	1.227	1.142	2.503	4.755	119,2	90,0
Entreprises	912	1.499	1.499	1.308	964	-12,7	-26,3
Dépenses au titre des autres investissements	1.780	2.330	2.778	2.918	3.217	5,0	10,2
<i>dont : amortissements de la dette à MLT</i>	1.757	2.313	2.434	2.893	3.217	18,8	11,2
Administration	844	1.190	1.456	1.998	1.928	37,2	-3,5
Entreprises	913	1.123	978	895	1.289	-8,5	44,0
Opérations d'ajustement (flux nets)	140	89	106	96	120		
Solde général	2.053	2.204	-274	-2.391	2.138		

3-2. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au terme de l'année 2012, la position extérieure globale de la Tunisie a dégagé des engagements nets vis-à-vis de l'étranger de l'ordre de 76.477 MDT, en hausse de 11,5% par rapport à ceux enregistrés à la fin de 2011.